

nouvelles études et la multiplication des échanges technologiques, et de favoriser la restructuration de l'Organisation des États américains. Il a même ajouté une nouvelle étiquette à la longue liste qui qualifie déjà les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine, lorsqu'il a parlé de «la politique de bons partenaires».

Kissinger sait bien qu'il y a une marge entre se dire «bons partenaires» et agir en conséquence. Il semble pourtant décidé à s'y employer. Les problèmes qu'il doit surmonter à cet égard sont légion. Il avait à peine promis aux ministres des Affaires étrangères d'Amérique latine de faciliter l'accès de leurs exportations au marché américain que les États d'Amérique du Sud avaient un nouveau grief à exposer. Des fonctionnaires de la Trésorerie américaine s'étaient apparemment rendus en Colombie et au Brésil pour étudier la façon dont ces pays encouragent leurs exportateurs, et avaient laissé entendre que Washington pourrait imposer de nouveaux droits si les exportateurs bénéficiaient de subventions gouvernementales.

Ces fonctionnaires avaient plus particulièrement pour mission d'examiner le bien-fondé de rapports selon lesquels le Brésil aurait accordé des subventions à son industrie de la chaussure, dont le chiffre d'affaires annuel avec les États-Unis s'élève à 81 millions de dollars, et d'autres voulant que la Colombie ait fourni une aide semblable aux producteurs de fleurs coupées qui vendent annuellement aux États-Unis pour huit millions de dollars d'œillets et d'autres fleurs.

De telles accusations sont de nature à flétrir les promesses de M. Kissinger. De fait, peu après le discours qu'il a prononcé à Atlanta devant les ministres des Affaires étrangères, les griefs de la Colombie et du Brésil au sujet de cette enquête se répandaient partout. «Comment Kissinger peut-il nous donner des assurances et s'attendre à ce que nous soyons satisfaits si le Trésor fait autrement?», demandait un Brésilien.

«Washington joue sur les deux tableaux», se plaignait un représentant de la Colombie qui assistait à la réunion. «Nous nous souvenons très bien que le président Johnson nous incitait à diversifier nos exportations et que le président Nixon nous a promis d'ouvrir le marché américain à nos produits, mais voilà qu'on nous menace d'imposer de nouveaux droits. C'est à se demander s'il y a quelqu'un à Washington en qui nous puissions avoir confiance.»

De son côté, le Secrétariat d'État affirme que le Trésor n'a fait qu'appliquer une loi peu connue qui lui prescrit d'enquêter sur tout rapport de subventions à

l'exportation et, si l'accusation est fondée, d'imposer des droits compensateurs équivalant à la subvention versée.

Pour les Latino-Américains, cette attitude ne fait que poser avec plus d'acuité le problème de remédier à leur sous-développement économique, si Washington entend leur couper l'herbe sous le pied à chaque occasion. Après tout, disent-ils, n'est-ce pas Washington qui parle de relations spéciales entre les États-Unis et le reste de l'hémisphère? M. Kissinger ne nous a-t-il pas qualifiés de «bons partenaires»? De toute façon, ajoutent-ils, on ne peut les tenir responsables du récent déséquilibre de la balance commerciale américaine, car les États-Unis ont un excédent commercial de sept cents millions de dollars par rapport à l'Amérique du Sud.

Voilà le genre de problème auquel M. Kissinger fera face à mesure qu'il traitera plus directement avec l'Amérique du Sud dans les mois à venir. Il semblait y faire allusion quand il a déclaré à Atlanta en avril que «certaines inégalités doivent être corrigées».

Le cas de Panama

Le redressement des inégalités dont souffre l'Amérique du Sud mettra à l'épreuve les qualités diplomatiques de M. Kissinger. Le cas de Panama est typique. Les États-Unis ont fini par reconnaître que l'ancien traité conclu entre les États-Unis et Panama au sujet du canal devrait être refait. Cet accord consacrait à perpétuité la souveraineté virtuelle des États-Unis sur le canal et ses abords. «Nous ne pourrions conclure pareil traité de nos jours», faisait récemment remarquer un porte-parole du secrétariat d'État. «Tout y serait à changer». Washington s'y est engagé et M. Kissinger a signé un accord de principe garantissant des modifications lors de sa rencontre en février dernier avec le ministre des Affaires étrangères de Panama, M. Juan Antonio Tack.

Rédiger un nouveau traité, passe, mais obtenir ensuite son adoption par le Congrès ne se fera pas en un tour de main. Tout comme dans le cas des enquêtes de la Trésorerie à propos de subventions à l'exportation, le Congrès pourrait entraver les initiatives de M. Kissinger. Sans compter que les Latino-Américains attendent beaucoup de lui.

Pour l'instant, toutefois, l'évidente sincérité de M. Kissinger et son désir de corriger «certaines inégalités» ont contribué à rendre les Latino-Américains bienveillants à l'égard du secrétaire d'État. Il lui reste maintenant à produire des résultats. Une fois terminés les négociations avec le Moyen-Orient et les pourparlers